

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Concours d'entrée à l'ENS/Enset : les résultats toujours attendus

**LORS** d'un point presse tenu hier à Libreville, à l'École normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET), les membres du Syndicat national des enseignants-chercheurs (Sneec) ont donné à la tutelle jusqu'au 4 mars prochain pour publier les résultats de ce concours organisé fin janvier 2020.

**Charly NYAMANAGOY BOTOUNOU**  
Libreville/Gabon

**L**ES résultats des concours d'entrée à l'École normale supérieure (ENS) et à l'École normale supérieure de l'enseignement technique (Enset), organisés les 27 et 29 janvier 2020, ne sont toujours pas connus. Le Syndicat national des enseignants-chercheurs (Sneec), section ENS/Enset, au cours

d'un point de presse hier, a sommé le gouvernement de les publier au plus tard le 4 mars 2020.

“Le Sneec accorde un sursis de sept (7) jours francs au gouvernement, à compter du 24 février 2020, pour rendre publics les résultats des deux concours (...). Ce délai court jusqu'au 4 mars 2020”, a déclaré le professeur Gilbert Nguema Endamne, président de la section ENS. Avant d'ajouter: “en cas de maintien du statu quo, le Sneec se réserve le

droit d'organiser une assemblée générale le jeudi 5 mars 2020, à laquelle sera convié le bureau national, pour prendre une décision capitale, qui irait jusqu'à l'arrêt complet de toutes les activités”.

Dans leur déclaration, les membres du syndicat ont fustigé le fait que le “ministre de la Fonction publique empêcherait la publication des résultats de ces deux concours”.

En effet, “le ministre de la Fonction publique estime qu'elle n'a pas été associée à l'organisation de ces concours à un niveau de responsabilité proportionnel à son importance républicaine”, a indiqué M. Gilbert Nguema Endamne.

Tout en rappelant les dispositions de la loi relative à l'organisation et

aux délibérations de ces concours, les enseignants-chercheurs ont, par ailleurs, rappelé qu'“à l'exigence liée à l'obligation de procéder aux délibérations des concours, le Sneec réclame la concrétisation de l'engagement de l'apurement de la dette due aux vacances, de Monsieur le Premier ministre, chef du gouvernement, en date du 14 octobre 2019”.

### Maux et débat Sécurité et santé en question

L'Éducation nationale fait l'actualité ces derniers temps à travers trois opérations de sécurité et de bien-être des élèves. En effet, dans le cadre de la lutte contre les violences en milieu scolaire, l'opération de fouille des cartables des lycéens et collégiens est effective dans les établissements publics. Une mesure qui rassure de nombreux parents, inquiets de la recrudescence des agressions et homicides en ces lieux. Son intérêt se révèle chaque jour un peu plus, au regard de ce qu'on trouve dans les sacs de nos enfants : Des armes blanches et autres drogues qui côtoient livres, cahiers, bics. Même des outils didactiques comme les compas, ciseaux, cutters, etc. sont détournés de leur usage initial pour en faire des armes. Au point qu'aujourd'hui, ils sont systématiquement saisis. Reste à savoir si la police, appelée en renfort, maintiendra la cadence jusqu'en fin d'année. Car, il n'est un secret pour personne que des initiatives louables lancées parfois sur les chapeaux de roues dans notre pays, finissent en eau de boudin, suite au relâchement des principaux acteurs.

Autant donc cette opération trouve l'assentiment des parents, autant l'est moins la campagne de “déparasitage” des élèves de 5 à 14 ans dans leur milieu d'apprentissage. Une initiative du ministère de la Santé, avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à laquelle certains parents n'ont pas caché leur réticence, voire leur hostilité, allant jusqu'à refuser que leurs enfants ingurgitent les vermifuges proposés. Sans nul doute par manque d'information. Si donc les initiateurs de cette campagne avaient songé à impliquer en amont les associations des parents d'élèves, en vue de les sensibiliser aux avantages et, peut-être aussi, aux effets indésirables (comme le susurrent certains) de ces soins préventifs, nul doute que la majorité aurait adhéré à la démarche et, par conséquent, donné consentement éclairé.

À l'opposé, “Smile” (Soins médicaux initiés pour les enfants), qui doit redonner le sourire à quelque 400 mille élèves dans tout le Gabon, a reçu un accueil différent. Notamment des familles économiquement faibles pour qui c'est une aubaine, une occasion inespérée de voir leurs enfants recevoir gratuitement des soins dentaires et ophtalmologiques (y compris des lunettes). Car, en temps normal, rencontrer un spécialiste sans bourse délier est une vue de l'esprit dans un hôpital public, abandonné aux mains des internes, généralement inexpérimentés.

Par NIE-MUKENI

Les Familles Mathias OTOUNGA OSSIBADJOUO, OSSIBADJOUO, AKA, AYENENGOYE

Les Familles Lydie IMMONGAULT, IMMONGAULT, MOUVAGHA TCHIOBA

Ses Frères, Sœurs, Beaux-frères, Belles-sœurs,  
Ses Cousins et Cousines, Neveux et Nièces,  
Ses Oncles et Tantes,

*Vous remerciant très affectueusement et très sincèrement d'avoir participé à leur peine après le décès de*

**Lymah Grace Jaslyne OTOUNGA ALOUBA**  
**Docteur en Médecine**  
*Survenu le Lundi 06 Janvier 2020 à Lille en France, dans ses 29 ans.*

*Ainsi que des marques de sympathie que vous avez témoignées par votre présence à leurs côtés.*

*Vous avez été d'un très grand réconfort dans ces moments douloureux.*

**Une messe sera dite en la Paroisse SAINT PIERRE de LIBREVILLE Lundi 24 Février 2020 à 17 H.**

*«Gardons de Lymah un bon souvenir»*